



Charte des Progressistes

Le progrès, un projet pour la France

1 Pourquoi un mouvement des Progressistes...

1.1 Un monde de crises, un monde en crise

Le monde occidental a étendu son modèle de développement économique à l'ensemble du monde, modèle reposant sur l'utilisation à outrance et sans retour des ressources naturelles de la planète.

Qu'il ait pris la forme du capitalisme ou de l'étatisation forcenée des pays socialistes, ce développement économique repose exclusivement sur une conception productiviste, sur l'exploitation de la majorité par une minorité, sur l'accumulation sans limites de richesses.

La mondialisation de l'argent roi, après avoir abouti à une indéniable amélioration du niveau de vie moyen des populations occidentales, a conduit au Sud à un appauvrissement généralisé des populations et à une destruction des modes de vie traditionnels. 80 % des richesses mondiales appartiennent à 20 % de l'humanité.

En cherchant à maintenir leur domination, les États du Nord génèrent guerres et crises humanitaires. On en voit aujourd'hui les conséquences, les mouvements migratoires qu'elles engendrent, l'afflux de réfugiés économiques provenant des pays du Sud, signes précurseurs de crises majeures

Paradoxe ultime, au Nord, le niveau de vie des classes modestes baisse significativement depuis une quarantaine d'années, Elles sont à leur tour victimes de la globalisation financière, conséquence des dérégulations financières et des défiscalisations multiples.

Aujourd'hui, ce « modèle » de développement a atteint un ultime point de non-retour. Pollution et modification de l'écosystème font peser de graves menaces sur l'avenir de la planète et celui de l'espèce humaine (on évoque la notion de « réfugiés climatiques »). Un rapide changement de cap est nécessaire.

1.2 La crise de la politique

Malgré la domination souvent brutale du capitalisme, le peuple français a su arracher des progrès sociaux, devenus des acquis, grâce à des mouvements sociaux de grande ampleur (1936, 1945, 1968).

La crise économique actuelle constitue l'ultime prétexte du patronat pour récupérer des parts de richesses perdues par la classe possédante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale...

Tout progrès social fait l'objet, en réaction, de remises en cause.

C'est ainsi que la droite qui n'a cessé de dénoncer les 35 h et leurs « effets » néfastes sur l'économie, alors même que ce progrès social avait pour objectif de mieux répartir le travail et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Et les politiques dans tout cela ?

Pour n'avoir pas su s'opposer efficacement à ces reculades imposées par le monde de la finance et du profit sans limites, la classe politique fait aujourd'hui l'objet d'un large discrédit dans l'opinion.

Certes, il n'y avait rien à attendre de la droite, vecteur historique des classes dominantes. Mais la gauche, quant à elle, subit de plein fouet les conséquences des désillusions qu'elle a provoquées par son manque de pugnacité politique, son absence de volonté de rompre avec le capitalisme et son incapacité à construire de l'espoir dans l'avenir.

Un nombre toujours plus inquiétant de citoyens se laissent aujourd'hui tenter par les discours populistes de l'extrême-droite, faute d'espoir et de confiance dans les partis traditionnels qui n'offrent plus qu'une piteuse image de querelles internes d'élus cherchant à préserver leurs privilèges.

1.3 L'idée progressiste et humaniste

C'est le progrès humain que les progressistes et les humanistes veulent étendre à l'ensemble des habitants de la planète.

Dans une société quotidiennement menacée par le creusement des différences, par l'explosion des injustices, il est plus que temps de retrouver des équilibres dans tous les domaines ; de reconstruire des projets où l'homme et son avenir soient la préoccupation centrale ; d'assurer le développement économique et le progrès matériel pour tous en respectant la nature, en préservant les ressources naturelles et en veillant à une

répartition harmonieuse des richesses produites ; de développer et garantir à tous le droit à la santé, à l'éducation, à la sécurité, à la justice ; de garantir à tous les peuples la paix, la démocratie, l'exercice de la citoyenneté pour toutes et tous...

Autant d'idées, de valeurs, de combats qui souvent dans l'histoire s'ils ont pu relever du monde des utopies peuvent aujourd'hui devenir réalité grâce au développement des technologies – de l'information en particulier –.

Les Progressistes proposent autant d'objectifs atteignables qui peuvent être assignés **au service de l'humain... à suivre**

1.4 De l'idée au mouvement

En raison de leurs structures inchangées depuis leur naissance au XXe siècle, les partis politiques français restent figés dans des pratiques éloignant les citoyens de l'engagement malgré l'intérêt qu'ils portent aux questions politiques.

Ils constituent désormais un obstacle aux dynamiques citoyennes, enfermés qu'ils sont dans des structures et des logiques pyramidales.

Le mdP s'inscrit par conséquent dans leur « dépassement ».

Initié par Robert HUE, il est constitué de personnes ayant un passé militant dans les partis de gauche, un syndicat, une association ou bien n'ayant aucune expérience antérieure.

Le mdP est une force d'initiative populaire qui promeut les valeurs de progrès humain et de justice sociale, et qui place la démarche unitaire, au centre de toute son action. Car sa vocation est de contribuer au nécessaire rassemblement de la gauche.

Les frontières artificielles tracées entre le mouvement social et l'intervention politique sont irrémédiablement caduques.

Les progressistes du mdP proposent d'instaurer le moins de distance possible entre les citoyens et leur représentants en introduisant le maximum de démocratie directe et participative dans la vie politique française. A suivre

Le centre de gravité de ce rassemblement est clairement à gauche, une gauche d'idées plus que d'appareils, une gauche convaincue que des rapports nouveaux mutualisés, ne cachant rien des diversités d'avis et d'opinions, sont à inventer. Unies, les forces de gauche peuvent beaucoup, divisées, elles sont irrémédiablement battues.

Bien entendu, ce « cœur de gauche » ne saurait empêcher le dialogue avec tout citoyen et tout mouvement porteur des valeurs progressistes et humanistes.

La constitution d'un socle large et partagé de toutes les forces de progrès est aujourd'hui une nécessité vitale pour notre pays, pour la démocratie : hommes et femmes de gauche, écologistes, démocrates, élus, syndicalistes, militants associatifs, appartenant ou non à des partis politiques doivent pouvoir se retrouver et échanger hors du carcan de l'appartenance à un parti politique.

C'est ce cadre que le mdP entend leur offrir, comme catalyseur, comme facilitateur des nécessaires rassemblements, comme artisan de formes d'union nouvelle, conduites dans la diversité et la multiplication des initiatives, afin, selon la formule d'Edgar Morin, de « les conjuguer en une pluralité des chemins réformateurs ».

Mouvement non-partisan, ouvert, le mdP veut dépasser les cadres étroits et sectaires hérités du passé, opposer l'émergence des forces sociales à l'hégémonie des appareils.

Ce n'est pas une nouvelle formation politique, **c'est une AUTRE formation politique**. Il est amené de ce fait à participer à la vie politique et aux compétitions électorales, qui en sont le cœur, l'un des moteurs, ne serait-ce que pour en dénoncer les dysfonctionnements et y proposer des alternatives.

Après ce préambule, Il appartient désormais à tous ceux qui choisiront de rejoindre le au Mouvement des Progressistes diffuser ces premières propositions, de faire en sorte que l'élaboration d'un véritable programme soit l'œuvre du plus grand nombre.

2 Pour le progrès au service de l'homme

Le MUP veut rassembler toutes celles et tous ceux qui aspirent à une véritable politique de progrès, de réduction des inégalités, de lutte pour l'emploi, à une économie axée sur la satisfaction des besoins de la population, le bien-être, la connaissance, pour une Europe sociale, démocratique.

L'objectif des progressistes réunis dans le mouvement des Progressistes (mdP) est de mettre en œuvre des réformes réellement ambitieuses, « radicales », qui s'attaquent aux racines du mal – au plan national et international -, social et politique, économique ou écologique. Ces réformes doivent participer et contribuer au respect de la dignité humaine et à la paix dans le monde. Elles sont articulées autour de cinq axes principaux :

- **la définition d'une nouvelle éthique de la République et de la vie politique**
- **l'approfondissement de la démocratie sociale et citoyenne**
- **le combat pour une mondialisation solidaire et pacifique**
- **la reconstruction sociale autour des principes de justice sociale, d'égalité, d'accès aux savoirs et à la culture**

- **la défense des libertés individuelles et collectives, de la tranquillité publique et d'une justice indépendante.**

2.1 **Une nouvelle éthique de la République et de la vie politique**

Les Français ont besoin d'avoir confiance en leurs institutions. Par conséquent notre régime politique nécessite une mutation qualitative. **Les progressistes œuvrent à la fondation d'une nouvelle République, plus démocratique et plus juste.**

le mdP appelle à terme à la suppression de l'élection au suffrage universel du président de la République, acte démocratique qui est en réalité un « trompe-l'œil » démocratique ; le sort et l'avenir d'une démocratie moderne ne pouvant dépendre d'une personne unique, exerçant un pouvoir exorbitant.

C'est pourquoi les progressistes œuvrent à la fondation d'une république où tous les citoyens pourront participer activement à la gestion des différents pouvoirs publics et contribuer aux choix et aux décisions dont dépendent leur situation personnelle et le destin de la Nation ; à la restauration de « la part de souveraineté » revenant au citoyen dont parlait Jean Jaurès.

2.2 **L'approfondissement de la démocratie sociale et citoyenne**

La « désaffection partisane » qui traverse désormais tous les courants et concerne toutes les couches de la population, prend électoralement aujourd'hui la forme d'une abstention de plus en plus assumée particulièrement chez les jeunes et les couches moyennes et populaires.

Cette démobilisation traduit une insatisfaction vis-à-vis de « l'offre » politique traditionnelle. Elle est un appel sans précédent, un cri civique lancé à la représentation politique jugée trop liée aux puissances d'argent.

Quand le message des abstentionnistes n'est pas entendu, le rejet des politiques fédère une colère populaire aux conséquences électorales imprévisibles et l'amplification de l'influence du populisme sur notre démocratie.

Les progressistes du mdP veulent ressourcer le système de représentation au moyen d'une citoyenneté active, ils entendent développer la démocratie sociale et citoyenne, stimuler partout l'échange démocratique, susciter la parole, faire se rencontrer des responsables de différents secteurs entre eux et avec la population et pour cela **adopter un statut de l'élu local ou territorial garantissant des droits sociaux et la prise en compte de cette expérience dans le parcours professionnel**, en favorisant la rotation des mandats, en particulier par l'application du non cumul.

2.3 **Le combat pour une mondialisation solidaire et pacifique**

1 600 milliards d'euros dilapidés chaque année dans le monde en dépenses militaires.

La France dépense aujourd'hui 38 milliards d'euros par an pour son armée. Alors que le déficit budgétaire est dramatique, aucune formation politique n'évoque la possibilité de réduire les dépenses militaires !

Les progressistes proposent donc de réorganiser la défense de la France dans un cadre international, à tout le moins avec ses voisins européens.

Les pays européens doivent être capables de répondre positivement à des sollicitations de l'ONU pour intervenir, sous mandat des Nations Unis, dans des situations de crise humanitaire ou lorsque les droits de l'homme sont bafoués.

Cette approche nécessite bien évidemment aussi une action diplomatique déterminée de longue haleine pour que cette instance internationale retrouve toute l'autorité et les prérogatives dont elle a besoin.

L'objectif est d'aboutir à une réduction d'au moins 25 % des dépenses militaires, soit 9 milliards par an qui pourraient servir au financement de la formation, de l'emploi et à la lutte contre les inégalités, avec en particulier la remise en question de la nécessité

2.4 La reconstruction sociale autour des principes de justice sociale, d'égalité d'accès à la santé, à l'éducation et à la culture

La financiarisation du grand capital représente un danger pour l'ordre économique, pour l'équilibre des relations entre les hommes. Elle contribue au délitement du pacte social en favorisant l'approche individualiste au détriment des constructions et aspirations collectives et solidaires.

2.4.1 Lutter contre les inégalités économiques, pour une plus grande justice sociale

La première des violences subies par la grande majorité des français est économique, elle prend la forme du chômage et de la précarité pour les uns, du sur-enrichissement, des bonus et des « retraites chapeau » pour les autres.

Cette violence est celle de la loi du marché faite de profits et de rentabilité, où chacun travaille pour soi sans solidarité avec les autres où l'utilisation des salariés comme « variables d'ajustement » aux ambitions des grandes entreprises, grands groupes et donneurs d'ordre, de leurs actionnaires et de leurs dividendes devient la règle économique.

L'urgence est à une juste répartition des richesses.

Les inégalités se font à coups de cadeaux fiscaux et de dons aux entreprises. A ce titre, **les progressistes défendent l'importance des services publics** dans la notion du vivre

ensemble, dans le pacte social de notre pays en amortissant beaucoup des conséquences de la crise.

2.4.2 Pour la conquête de nouveaux droits sociaux

Les progressistes proposent la revalorisation significative des minima sociaux pour tous et du salaire minimum interprofessionnel ; la pénalisation du

L'utilisation des fonds publics en direction des entreprises doit donner lieu à un strict contrôle, tel que la loi HUE l'avait instauré.

recours systématique aux CDD ; l'établissement de l'égalité réelle des salaires masculins et féminins, concrétisant 30 ans d'un principe resté un vœu pieux, permettant une hausse du pouvoir d'achat des familles ; **la réduction de l'éventail des rémunérations et de l'octroi de salaires indirects et indécents** aux dirigeants de groupes et d'entreprises contribuant à redonner son sens à la valeur travail.

En ce cadre, les Progressistes demandent que soient prises des mesures législatives, incitatives ou coercitives encadrant la recherche de création d'emploi et à l'inverse les volontés de supprimer des emplois.

2.4.3 Pour une fiscalité juste, restaurant les équilibres sociaux et dynamisant l'économie réelle.

La fiscalité est le premier outil de construction des mécanismes de solidarité, des outils mis au service du vivre ensemble.

Il faut donc redonner lisibilité et sens à la notion de contribution volontaire à l'impôt.

La question de l'équilibre des comptes publics ne peut pas seulement être débattue sous l'angle des maîtrises des dépenses mais se doit de l'être aussi sous celui de recettes nouvelles.

Toute perspective de mutation importante au plan social ou économique ne peut passer que

par une réforme fiscale ouvrant le chantier de la répartition entre les possibilités de recettes nouvelles et les niveaux de dépenses nécessaires et oblige à un rééquilibrage du partage des richesses afin d'espérer redonner un sens à la justice sociale.

La fiscalité des entreprises doit être liée à la fois à leurs capacités contributives et au respect de règles concernant le développement

Selon le Conseil des Prélèvements Obligatoires l'impôt sur les sociétés est trois fois moindre que celui des PME...

80 milliards d'euros de recettes pourraient être envisagés avec une imposition calculée sur une base de 5 à 50 % des capacités contributives.

La taxation dans les mêmes conditions des bénéficiaires non investis rapporterait 10 milliards d'euros !

Cette « réforme » des fiscalités économiques, territoriales et des revenus doit être basée sur un principe simple, plus démocratique et plus équitable, reposant sur le principe de la réelle capacité contributive des entreprises et des citoyens.

de l'emploi, l'investissement et le maintien d'activités non-délocalisables.

Enfin, dans le cadre d'une action déterminée au plan national et au plan international, **il faut que soit mis un terme à la stratégie des grands groupes internationaux qui grâce à l'optimisation fiscale, échappent à toute contribution** dans tous les pays où ils sont implantés.

Pour les particuliers, la notion d'impôt juste passe par une progressivité totale, appliquée à tous les revenus sans exception.

2.4.4 Un réel et équitable accès aux savoirs et à la culture

Un projet ambitieux pour l'école doit être la pierre angulaire d'un projet de société progressiste contribuant à la refondation du pacte social.

Etablir un nouveau contrat entre l'école et la nation, c'est préparer l'avenir de la nation en offrant à chaque jeune une formation débouchant sur une carrière professionnelle valorisée, mettant un terme à la reproduction et à l'amplification des inégalités sociales....

2.4.5 Pour les solidarités, défendre la Sécurité sociale pour tous

Le pays subit durement les conséquences des politiques successives de casse des missions de service public, de tout ce qui contribue à maintenir et créer du lien social.

Au nom de la maîtrise des dépenses, les logiques de solidarité, d'aides, d'appui collectif sont trop souvent aujourd'hui oubliées et laissent la place au repli sur soi, aux logiques individualistes.

Santé, protection sociale doivent échapper aux logiques concurrentielle, elles doivent échapper à la marchandisation. La Sécurité sociale doit retrouver ses valeurs originelles : universalité et financement contributif paritaire. Les problématiques du handicap et de la dépendance doivent faire l'objet de politiques publiques ambitieuses où compensation et droits à la citoyenneté pour tous seront financés par des contributions solidaires assises sur toutes les richesses, à commencer par une légitime contribution de l'industrie du médicament.

2.5 Pour une nouvelle politique de sécurité et une Justice plus juste et mieux protectrice des libertés

Les Français ont assisté, impuissants ou résignés, au déclin des libertés fondamentales, individuelles et collectives.

L'image de notre pays dans le monde a beaucoup souffert de ses dérives, de ses outrances qui n'ont réglé aucune des difficultés quotidiennes des français qu'elles prétendaient traiter et qui ont fait le lit des discours qui sont aujourd'hui tristement banalisés.

La montée des thèses de l'extrême-droite, la généralisation de certains discours sécuritaires ont contribué à impossibilité d'aborder sereinement des débats pourtant essentiels pour la construction du pacte social, des règles du bien-vivre ensemble.

Les forces de l'ordre doivent retrouver le lien avec les populations qu'elles n'auraient jamais dû perdre, elles doivent disposer des moyens d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques. Un travail spécifique en direction de la jeunesse doit être mené pour que la confiance réciproque soit rétablie et contribue à retrouver l'équilibre général de la société.

L'autorité judiciaire doit ainsi retrouver davantage son rôle de « gardienne des libertés individuelles », en garantissant son indépendance et son efficacité ce qui passe aussi par l'attribution des moyens humains et matériels qui lui font défaut.